

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe d'informer les directions des établissements d'enseignement au sujet de l'introduction de l'homologation des certificats d'enseignement secondaire inférieur qui seront délivrés pour la première fois en 1985 à la fin de la quatrième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Dans l'article 2, 2<sup>o</sup>, deuxième tiret, de l'arrêté royal du 17 décembre 1976 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation :

1<sup>o</sup> les mots « les enseignements secondaires technique et artistique » sont remplacés par les mots « les enseignements secondaires technique, artistique et professionnel »;

2<sup>o</sup> le deuxième alinéa est complété par les mots « ou de l'enseignement secondaire professionnel supérieur ».

**Art. 2.** Dans l'article 8, 3<sup>o</sup>, a) du même arrêté, les mots « dans les trois premières années d'études secondaires » sont remplacés par les mots « soit, en ce qui concerne les enseignements général, technique et artistique, dans les trois premières années d'études de l'enseignement secondaire, soit, en ce qui concerne l'enseignement secondaire professionnel, dans les deuxième et troisième années d'études de l'enseignement secondaire et dans la quatrième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel ».

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets à partir de l'année scolaire 1984-1985.

**Art. 4.** Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 octobre 1985.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,  
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,  
A. BERTOUILLE

F. 85 — 2514

**16 OCTOBRE 1985. — Arrêté ministériel  
fixant les conditions générales d'exploitation  
du Service National de Congrès**

Les Ministres de l'Education nationale,

Vu la loi du 28 juin 1963 sur la comptabilité de l'Etat, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté royal du 29 avril 1971 portant création d'un service extérieur dénommé « Service National de Congrès », notamment l'article 5;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 27 février 1985,

Arrêtent :

**Article 1er.** Le Service National de Congrès gère à usage de congrès, colloques, séminaires ou autres réunions, ainsi que d'activités complémentaires, telles que des expositions artistiques ou techniques, les locaux suivants :

— les salles « Albert Ier », « Benelux », « Europe », « Coudenberg », « Ravenstein », « Arcades », « Dynastie A, B et C », les salles d'exposition, le bar-restaurant, sis aux Palais des Congrès et de la Dynastie;

— les halls et locaux de service qui en dépendent, de même que tout autre local qui pourrait y être ajouté, en vertu d'une décision des Ministres compétents.

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is de directies van de onderwijsrichtingen in te lichten betreffende de invoering van de homologatie van de getuigschriften lager secundair onderwijs die in 1985 voor de eerste maal zullen worden uitgereikt op het einde van het vierde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs;

Op de voordracht van Onze Ministers van Onderwijs,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 2, 2<sup>o</sup>, tweede gedachtenstreepje, van het koninklijk besluit van 17 december 1976 tot regeling van de inrichting en werking van de Commissie voor homologatie :

1<sup>o</sup> worden de woorden « het technisch secundair onderwijs en het secundair kunstonderwijs » vervangen door de woorden « het technisch, het kunst- en het beroepssecundair onderwijs »;

2<sup>o</sup> wordt het tweede lid aangevuld met de woorden « of het hoger secundair beroeps onderwijs ».

**Art. 2.** In artikel 8, 3<sup>o</sup>, a) van hetzelfde besluit worden de woorden « in de eerste drie leerjaren van het secundair onderwijs » vervangen door de woorden « hetzij, wat het algemeen, technisch en kunstsecundair onderwijs betreft, in de eerste drie leerjaren van het secundair onderwijs, hetzij, wat het beroepssecundair onderwijs betreft, in het tweede en derde leerjaar van het secundair onderwijs en in het vierde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs ».

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van het schooljaar 1984-1985.

**Art. 4.** Onze Ministers van Onderwijs zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 oktober 1985.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,  
D. COENS

De Minister van Onderwijs,  
A. BERTOUILLE

N. 85 — 2514

**16 OKTOBER 1985. — Ministerieel besluit  
houdende de algemene exploitatievoorwaarden  
voor de Nationale Dienst voor Congressen**

De Ministers van Onderwijs,

Gelet op de wet van 28 juni 1963 op de Rijkscomptabiliteit, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 april 1971 houdende oprichting van een buitendienst onder de benaming « Nationale Dienst voor Congressen », inzonderheid artikel 5;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 februari 1985,

Besluiten :

**Artikel 1.** De Nationale Dienst voor Congressen beheert voor de organisatie van congressen, colloquia, studiedagen en andere vergaderingen, alsmede voor bijkomende activiteiten, zoals artistieke of technische tentoonstellingen, de volgende lokalen :

— de zalen « Albert I », « Benelux », « Europe », « Coudenberg », « Ravenstein », « Arcades », « Dynastie A, B en C », de tentoonstellingsruimten, de bar-restaurant, gelegen in het Paleis voor Congressen en het Paleis van de Dynastie;

— de hallen en de dienst ruimten die ervan afhankelijk, alsook alle lokalen die eraan zouden toegevoegd worden bij beslissing van de bevoegde Ministers.

**Art. 2. a)** L'utilisation des locaux, des installations et du matériel est soumise au règlement d'exploitation et au tarif annexé au présent arrêté et donne lieu au paiement de redevances, de frais de location et d'arrhes.

**b)** Ces paiements interviennent par versement au compte d'intendance qui est créé à cet effet. Leur affectation a lieu conformément aux prescriptions de la loi du budget.

**c)** Les redevances sont les sommes dues pour la location des salles gérées par le Service National de Congrès. Y sont compris forfaitairement les frais afférents à certaines fournitures et prestations qui en sont l'accessoire (notamment : énergie, éclairage, climatisation, amplification, nettoyage).

Les frais d'occupation sont les sommes dues :

- pour l'utilisation des matériels et équipements et pour certaines fournitures et prestations qui en sont l'accessoire;
- pour des prestations ou frais particuliers résultant des occupations de locaux en dehors des heures normales d'activité;
- pour remboursement au Service National de Congrès de frais qu'il a consentis au bénéfice des organisateurs;
- pour indemnisation pour pertes de matériel ou dégâts causés aux installations et équipements.

Les arrhes sont les frais fixes de réservation et de constitution du dossier.

**Art. 3.** Les locations d'une durée de plus d'un mois sont acceptées de commun accord avec la Régie des Bâtimens.

**Art. 4.** Les services du Ministère de l'Éducation nationale, du « Ministère van Onderwijs » et du Ministère des Travaux publics (Régie des bâtimens) peuvent occuper gratuitement les différents locaux pendant les heures normales d'ouverture, telles que définies dans le règlement d'exploitation.

En cas d'utilisation en dehors des heures normales d'ouverture, les redevances et les frais de location sont dus.

Ces services se conforment pour le reste aux dispositions du présent arrêté et du règlement d'exploitation annexé.

**Art. 5.** Le montant des redevances doit être payé au Service National de Congrès 15 jours francs au moins avant la date du début d'occupation des locaux.

L'accès aux locaux sera refusé à défaut de ce paiement.

Le montant des frais d'occupation doit être acquitté dans les 30 jours suivant la remise du décompte par le Service.

**Art. 6.** Peuvent introduire une demande d'exonération des redevances :

- 1° les pouvoirs publics belges et les organismes ayant la personnalité juridique internationale;
- 2° les organismes d'intérêt public;
- 3° les associations sans but lucratif et les organisations internationales non gouvernementales pour leurs manifestations à caractère éducatif, scientifique, culturel ou caritatif.

Ne sont susceptibles en aucun cas d'exonération, les redevances dues pour des manifestations à caractère commercial ou pour la partie des locaux loués à titre commercial dans une manifestation à caractère plus large.

**Art. 7.** Nulle demande d'exonération n'est prise en considération s'il n'est satisfait aux conditions suivantes :

- 1° le contrat de location a été conclu;
- 2° des arrhes ont été versées;
- 3° un formulaire de demande d'exonération, dûment complété, a été introduit;
- 4° le montant de la redevance pour la location prévue est d'au moins 10 000 francs.

**Art. 8.** La demande d'exonération est soumise à la décision des Ministres accompagnée des avis du Directeur du Service et des Directeurs généraux compétents.

Le Directeur notifie la décision prise au demandeur.

L'introduction d'une demande d'exonération n'est pas suspensive de l'obligation de verser le montant des redevances concernées. Le cas échéant, celles-ci sont remboursées.

**Art. 9. a)** L'exonération éventuellement accordée se calcule sur base du montant des redevances, diminué d'une somme de 10 000 francs qui est due, en tout cas, par les organisateurs.

Elle est égale à 50 p.c. au plus du montant ainsi diminué pour les occupations aux heures normales d'ouverture en semaine et à 25 p.c. au plus pour les occupations du soir, du samedi, du dimanche et des jours fériés.

**Art. 2. a)** Het gebruik van de lokalen, de installaties en het materieel wordt onderworpen aan het exploitatiereglement met tarieven dat bij dit besluit gevoegd is en geeft aanleiding tot betaling van huurgelden, huurkosten en borgsommen.

**b)** De betalingen gebeuren door storting op de hiertoe geopende intendancerekening. De gestorte bedragen worden overeenkomstig de voorschriften van de begrotingswet aangewend.

**c)** Het huurgeld is het bedrag verschuldigd voor de huur van de zalen die door de Nationale Dienst voor Congressen worden beheerd. In dit bedrag zijn ook de forfaitaire kosten voor sommige bijkomende benodigdheden en prestaties begrepen (m.n.: energie, verlichting, airconditioning, geluidsversterking, schoonmaak).

Onder gebruikskosten worden verstaan, de bedragen die verschuldigd zijn voor :

- het gebruik van het materieel en de installaties en voor sommige bijkomende benodigdheden en prestaties;
- bijzondere prestaties of kosten voor het gebruik van de lokalen buiten de gewone diensturen;
- terugbetaling aan de Nationale Dienst voor Congressen van de kosten die deze instelling ten behoeve van de inrichters heeft verricht;
- de schadeloosstelling ten gevolge van het verlies van materieel of de schade die aan dit materieel of aan de installaties werd toegebracht.

De borgsom is het bedrag, verschuldigd voor de reservatie en voor de dossierkosten.

**Art. 3.** De huur voor meer dan één maand wordt in overleg met de Regie der Gebouwen toegestaan.

**Art. 4.** De diensten van het Ministerie van Onderwijs, van het « Ministère de l'Éducation nationale » en van het Ministerie van Openbare Werken (Regie der gebouwen) kunnen tijdens de normale diensturen bepaald bij het exploitatiereglement, gratis gebruik maken van de verschillende lokalen.

Bij gebruik buiten de normale diensturen zijn de huurgelden en de gebruikskosten verschuldigd.

Voor het overige zijn de bepalingen van dit besluit en van het hierbij gevoegde exploitatiereglement op deze diensten toepasselijk.

**Art. 5.** Het huurgeld moet aan de Nationale Dienst voor Congressen ten minste 14 volle dagen vóór de datum van ingebruikneming van de lokalen betaald worden.

Bij nietbetaling wordt de toegang tot de lokalen geweigerd.

De gebruikskosten moeten worden betaald binnen dertig dagen na de overlegging van de afrekening door de Dienst.

**Art. 6.** Een verzoek om vrijstelling van de betaling van het huurgeld kan worden ingediend door :

- 1° de Belgische overheid en de instellingen die internationale rechtspersoonlijkheid bezitten;
- 2° de instellingen van openbaar nut;
- 3° de verenigingen zonder winst oogmerk en de internationale niet-gouvernementele organisaties, voor vergaderingen die een opvoedend, wetenschappelijk, cultureel of charitatief doel hebben.

Vrijstelling van betaling kan nooit bekomen worden voor het huurgeld verschuldigd voor manifestaties met een commercieel doel of voor het gedeelte der lokalen dat gehuurd wordt voor een commercieel doel tijdens een manifestatie met een ruimer oogmerk.

**Art. 7.** Een verzoek om vrijstelling van betaling wordt niet in aanmerking genomen indien de volgende voorwaarden niet zijn vervuld :

- 1° de huurovereenkomst is gesloten;
- 2° de borgsom is gestort;
- 3° een behoorlijk ingevuld formulier van verzoek om vrijstelling werd ingediend;
- 4° het bedrag van het huurgeld belooft ten minste 10 000 frank.

**Art. 8.** Het verzoek om vrijstelling wordt aan de Ministers ter besissing voorgelegd samen met de adviezen van de Directeur van de Dienst en van de bevoegde Directeurs-generaal.

De Directeur deelt de getroffen beslissing aan de aanvrager mee.

De indiening van een verzoek om vrijstelling houdt geen opschorting in van de betaling van de betrokken huurgelden. Eventueel worden deze teruggestort.

**Art. 9. a)** De eventueel toegestane vrijstelling wordt berekend op het bedrag van het huurgeld, verminderd met een bedrag van 10 000 frank dat steeds door de organisatoren verschuldigd is.

Ze is gelijk aan maximum 50 pct. van het aldus verminderde bedrag voor het gebruik tijdens de normale diensturen op werkdagen, en aan maximum 25 pct. voor het gebruik 's avonds, op zaterdag en op zon- en feestdagen.

b) L'exonération des frais d'occupation et des arrhes ne peut être éventuellement accordée que dans les cas visés au point c).

c) Une exonération des redevances plus importante que celle définie au point a) peut être accordée par décision motivée des Ministres ayant les Affaires culturelles dans leurs attributions, pour des manifestations internationales importantes, si l'organisation de telles manifestations à Bruxelles, peut servir les relations internationales de la Belgique.

**Art. 10.** Aucun remboursement total de redevance ne sera accordé en cas de renonciation à la location sauf si celle-ci est notifiée au Service National de Congrès 21 jours francs au moins avant la manifestation.

En cas de renonciation après ce délai et trois jours francs au moins avant la manifestation, 50 p.c. seulement des redevances déjà versées pourront être remboursées.

Aucun remboursement ne pourra être accordé si l'annulation de la manifestation n'est notifiée au Service National de Congrès dans les trois jours qui précèdent l'ouverture de la manifestation.

Les arrhes versées restent acquises dans tous les cas au Service National de Congrès.

**Art. 11.** Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux contrats de location conclus avec le Service National de Congrès à partir du 1er janvier 1985.

**Art. 12.** L'arrêté ministériel du 24 mai 1978 réglant le fonctionnement du Service National de Congrès est abrogé.

Bruxelles, le 16 octobre 1985.

Le Ministre de l'Éducation nationale,  
D. COENS

Le Ministre de l'Éducation nationale,  
A. BERTOUILLE

#### MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

N. 85 — 2515

**Arrêté royal**  
portant commission d'un officier supérieur  
au grade de général de brigade

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

J'ai l'honneur de soumettre à la Haute Approbation de Votre Majesté la désignation du colonel du Corps des Troupes de Transmissions Carron, L.P.L., pour exercer à la date du 10 février 1986, l'emploi d'Assistant Chief of Staff « Communications Information System Division » au quartier général des Forces alliées du secteur Centre-Europe.

En vue de placer cet officier supérieur sur un pied d'égalité avec les représentants des autres Nations au sein de cette formation militaire interalliée, il se justifie qu'il soit investi de toutes les attributions d'un général de brigade, y compris le port de l'uniforme.

S'il plaît à Votre Majesté de donner l'approbation sollicitée, je joins un projet d'arrêté commissionnant l'officier intéressé au grade de général de brigade, pour la durée de sa mission, dans le cadre des dispositions de l'arrêté royal du 7 avril 1959.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur.  
Le Ministre de la Défense nationale,  
F. VREVEN

b) Vrijstelling van de betaling van de gebruikskosten en van de borgsom kan eventueel slechts worden toegestaan in de onder c) bedoelde gevallen.

c) Een grotere vrijstelling van betaling van het huurgeld dan die welke onder punt a) is bepaald, kan worden toegestaan bij een met redenen omklede beslissing van de Ministers tot wier bevoegdheid de culturele zaken horen, voor belangrijke internationale manifestaties, indien de organisatie ervan te Brussel van nut kan zijn voor de internationale betrekkingen van België.

**Art. 10.** De volledige terugbetaling van het huurgeld zal, bij opzegging van de huur, enkel worden toegestaan indien deze ten minste 21 volle dagen vóór de manifestatie aan de Nationale Dienst voor Congressen is meegedeeld.

Bij opzegging na deze termijn en ten minste drie dagen vóór de manifestatie, zal slechts 50 pct. van het reeds gestorte huurgeld worden terugbetaald.

Er wordt geen terugbetaling toegestaan indien het afgelasten van de manifestatie niet drie dagen vóór het begin ervan aan de Nationale Dienst voor Congressen wordt meegedeeld.

De gestorte borgsom blijft steeds aan de Nationale Dienst voor Congressen verschuldigd.

**Art. 11.** De bepalingen van dit besluit zijn toepasselijk op de huurovereenkomsten die vanaf 1 januari 1985 met de Nationale Dienst voor Congressen worden gesloten.

**Art. 12.** Het ministerieel besluit van 24 mei 1978 tot regeling van de werking van de Nationale Dienst voor Congressen wordt opgeheven.

Brussel, 16 oktober 1985.

De Minister van Onderwijs,  
D. COENS

De Minister van Onderwijs,  
A. BERTOUILLE

#### MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

F. 85 — 2515

**Koninklijk besluit**  
betreffende aanstelling van een hoofdofficier  
in de graad van brigadegeneraal

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Ik heb de eer aan de Hoge Goedkeuring van Uwe Majesteit de aanwijzing van kolonel van het Korps van de Transmissietroepen Carron, L.P.L., voor te leggen, om op 10 februari 1986, het ambt van Assistant Chief of Staff « Communications Information System Division » bij het hoofdkwartier der Geallieerde Strijdkrachten van de sector Midden-Europa uit te oefenen.

Ten einde deze hoofdofficier op voet van gelijkheid te plaatsen met de vertegenwoordigers van de andere Naties in de schoot van deze intergeallieerde militaire formatie, is het gerechtvaardigd dat hij bekleed wordt met al de attributen van een brigadegeneraal, het dragen van het uniform inbegrepen.

Zo het Uwe Majesteit behaagt de gevraagde goedkeuring te verlenen, voeg ik hierbij een ontwerp van besluit tot aanstelling van belanghebbende officier in de graad van brigadegeneraal, voor de duur van zijn opdracht, in het kader van bepalingen van het koninklijk besluit van 7 april 1959.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar.  
De Minister van Landsverdediging,  
F. VREVEN